

Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert

Ottawa, 29-31 mai 2019

La 6^{ème} édition du Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), a été accueillie par le Canada, au titre de la co-présidence du partenariat en 2019, qu'elle partage avec l'ONG *Results for Development*. Le Sommet était axé autour des priorités de la co-présidence : la participation citoyenne, l'inclusion, et l'impact du numérique pour la démocratie.

Point culminant de la coprésidence canadienne du PGO, le Sommet a été ouvert par le Premier ministre Canadien Justin Trudeau. Plus de 2 500 représentants des gouvernements et de la société civile issus des 79 pays et des 20 collectivités locales membres du PGO se sont réunis du 29 au 31 mai à Ottawa.

Le Sommet a été précédé par événements dédiés à l'Open Source et à la communauté des points de contact du PGO (28 mai), ainsi que par une journée dédiée à l'Intelligence artificielle, et par une réunion du Comité directeur du PGO, au niveau opérationnel puis au niveau ministériel (29 mai).

L'Ambassadeur chargé du numérique, Henri Verdier, a mené une délégation française composée de représentants de la Task force de la Présidence française du G7 et de la Direction de la diplomatie économique de la Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; de la Direction du numérique, du service d'information et de communication de l'Etat (DINSIC) ; de l'Agence française de développement ; d'Expertise France ; de Canal France international (CFI) ; et de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP).

Considéré comme leader sur les questions de transformation numérique de l'action publique et de gouvernement ouvert sur la scène internationale, la France était très attendue sur les sujets tels que l'ouverture des données publiques, les *civic tech*, et la régulation des contenus en ligne.

L'Ambassadeur a notamment rencontré la Secrétaire d'Etat allemande chargée du numérique, Dorothee Bär ; le Ministre argentin en charge de la modernisation, Andres Ibarra ; le Ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale du Québec, Eric Caire ; Tim Berners Lee, fondateur du world wide web ; et à participer à plusieurs tables rondes, notamment une au côté de la Nouvelle Zélande, pour présenter l'appel de Christchurch. La mission Etalab a présenté ces travaux : programme Entrepreneurs d'intérêt général, politique d'ouverture des données publiques et d'ouverture des algorithmes publics. L'AFD a participé à des réunions sur la participation de la France au fond multi bailleurs du PGO et Expertise France et CFI ont participé à plusieurs rendez-vous et sessions avec la communauté francophone du gouvernement ouvert.

Les grands enjeux du numérique dans les démocraties et l'action publique sont un sujet qui est de plus en plus au cœur des discussions de la communauté rassemblée par le Partenariat pour un gouvernement ouvert. La France y tient une place importante dans les discussions, tant au niveau de son influence sur la régulation que des projets qu'elle mène au sein de ses administrations.

1. Contexte : La France dans le Partenariat pour un gouvernement ouvert

La participation de la France au sein du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) lui a permis de se positionner comme leader sur la scène internationale des sujets de transparence, de participation citoyenne et de démocratie numérique ; ainsi que de nouer des liens étroits sur les sujets numériques avec des partenaires clés tels que le Canada, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume Uni, la Corée etc.

La France a rejoint le PGO en 2014, 3 ans après sa création. Elle a été élue au Comité directeur du Partenariat en 2015 et en a été le co-président de 2016 à 2017, au côté de l'organisation de la société civile *World Resources Institut*.

A l'occasion de sa coprésidence, la France a accueilli le Sommet mondial du PGO à Paris, réunissant plus de 3 500 participants de 140 pays différents dont 13 chefs d'Etat. Le Sommet avait été ouvert par le Président de la République.

Le mandat de la France au sein du Comité directeur du PGO a été renouvelé en octobre 2018, pour trois ans. La France est représentée au niveau ministériel par le Secrétaire d'Etat chargé du numérique et au niveau opérationnel par la mission Etalab, qui dépend de la Direction interministérielle du numérique, du système d'information et de communication de l'Etat. Etalab pilote l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour un gouvernement ouvert et les coopérations internationales en lien avec les politiques numériques ouvertes.

2. Session sur l'intelligence artificielle – 29 mai

Organisée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, cette journée avait pour objectif de présenter les travaux du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur l'intelligence artificielle (IA) et sur les algorithmes publics dans l'action publique.

Les cinq principes directeurs du Canada visant à assurer une utilisation efficace et éthique de l'IA:

Présentés par Ashley Casovan et Natalie McGee, **les principes directeurs** identifiés par le Canada sont les suivants :

- comprendre et mesurer l'incidence de l'utilisation de l'IA en concevant et en diffusant des outils et des approches ;
- faire preuve de transparence quant à la façon et au moment d'utiliser l'IA, en se fondant sur un besoin clair des utilisateurs et l'intérêt du public ;
- fournir des explications claires sur le processus décisionnel en matière d'IA tout en offrant des occasions d'examiner les résultats et de remettre en question les décisions ;
- être le plus ouvert possible en communiquant le code source, les données sur la formation et d'autres renseignements pertinents et ce, en protégeant les renseignements personnels ; l'intégrité du système, ainsi que la sécurité et la défense nationales ;

- offrir une formation adéquate pour que les employés du gouvernement qui conçoivent et utilisent des solutions liées à l'IA aient les compétences nécessaires en matière de conception, de fonctionnement et de mise en œuvre responsables pour améliorer les services gouvernementaux fondés sur l'IA.
- A par ailleurs été mis en avant le projet « GCollab », une plateforme de collaboration à l'intention des étudiants, du milieu universitaire et des fonctionnaires du gouvernement fédéral et des administrations provinciales, territoriales et municipales du Canada, qui permet aux fonctionnaires et aux citoyens Canadiens de travailler ensemble de façon ouverte

Le Canada a notamment développé **un outil d'évaluation de l'impact des algorithmes (EIA) publics** : <https://open.canada.ca/aia-eia-js/?lang=fr>. Sous format d'un questionnaire de 60 questions liées à un processus métier, aux données utilisées et aux décisions en matière de système, l'EIA est conçu pour aider les administrations à évaluer et atténuer les risques associées au déploiement d'un système de prise de décision automatisé. L'EIA permet également d'identifier le niveau d'impact du système de décision automatisé, en vertu de la directive passée au Canada sur la prise de décision automatisée : <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32592>

Le groupe international d'experts sur l'intelligence artificielle (G2IA):

Henri Verdier a présenté l'initiative du groupe international d'experts sur l'intelligence artificielle (G2IA, ou, en anglais, *International Panel On Artificial Intelligence*, IPAI) conjointement avec Jordan Zed, Directeur général des politiques externes et commerciales au sein du Ministère canadien de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

L'Ambassadeur pour les affaires numériques a rappelé que l'objectif du projet de G2IA est de consolider une vision humaniste de l'IA, fondée sur le respect des droits humains et des valeurs démocratiques, en créant une organisation, dédiée à l'IA et reconnue internationalement, rassemblant les travaux des experts sur l'IA et ses impacts pour constituer le « point de référence » de la réflexion internationale sur l'IA. L'Ambassadeur a rappelé qu'avait été publié le 15 mai dernier un projet de « Déclaration du G2IA » présentant les valeurs auxquels les Etats souhaitant rejoindre le G2IA doivent adhérer.

Jordan Zed a retracé les grandes étapes du projet : (i) annonce conjointe le 7 juin 2018 du Président de la République française Emmanuel Macron et du Premier Ministre canadien Justin Trudeau indiquant le lancement d'un travail bilatéral devant amener la création du G2IA ; (ii) annonce du mandat du G2IA le 6 décembre 2018 à Montréal ; (iii) publication d'un projet de « Déclaration du G2IA » et d'une première ébauche de la structure organisationnelle le 15 mai 2019 à l'occasion de la ministérielle numérique du G7.

L'Ambassadeur a ensuite rappelé les caractéristiques principales du G2IA :

- **Une organisation dédiée à l'IA** : garantit l'indépendance de l'approche et de l'agenda du G2IA, au regard d'autres objectifs des organisations existantes (cf. UE, OCDE, UNESCO) ainsi que la constitution d'une expertise accumulée sur plusieurs décennies (cf. GIEC). Cette organisation constituera par ailleurs une ressource disponible pour l'ensemble des organismes intéressés par l'IA et ses impacts (ex. OIT).
- **Une organisation fondée sur l'expertise** : les membres du G2IA y siègent *intuitu personae*, ce qui garantit l'indépendance de l'approche au regard des dynamiques commerciales ou politiques et une reconnaissance par la communauté des experts de l'IA ;
- **Une organisation travaillant sur le long terme et sur des thèmes identifiés** : contrairement aux exercices visant à établir des « principes », le cœur du travail du G2IA sera **d'établir un consensus entre experts** à la fois sur les thèmes prioritaires à discuter

de manière globale en matière de développement de l'IA et sur la compréhension de cette technologie et de ses impacts sur ces thèmes. A ce titre :

- a. les questions éthiques ne constituent qu'un des sujets (déjà largement couverts dans les travaux récents) que le G2IA pourrait aborder ;
 - b. le G2IA n'a pas vocation à produire des recommandations pratiques pour les entreprises ou les politiques publiques (rôle de l'UE et de l'OCDE)
- **Une organisation pour disposer d'un « point de référence » sur l'IA** : comme le GIEC, le G2IA rassemble la somme des travaux existants, sur un sujet donné, dans le cadre d'un « groupe de travail » ad hoc, remettant un rapport. Ces rapports constituent le point de référence, validé par les experts et endossé par les Etats Membres, sur le sujet concerné.
 - **Une organisation multi-acteurs** : garantit la diversité et l'exhaustivité des points de vue partagés dans le G2IA, et l'adhésion potentielle d'acteurs de la société civile (entreprises, ONG) au-delà des Etats ;

La présentation s'est conclue par la mention des prochaines étapes devant conduire à la création du G2IA : (i) sommet des chefs d'Etat à Biarritz les 25 et 26 août 2019 qui devrait permettre d'aboutir à un consensus formel des partenaires G7+4 sur la composition, les principes, la gouvernance et le financement du G2IA; (ii) tenue d'un « Global Forum on AI for Humanity » les 29 et 30 octobre à Paris (GFAIH) qui réunira sur deux jours à l'Institut de France environ 300 experts internationaux de l'IA issus des milieux scientifiques, industriels ou institutionnels avec pour objectif de définir les premiers axes de réflexion prioritaires pour le G2IA ; (iii) au cours de l'automne 2019, le comité directeur élaborera les termes de référence du G2IA afin que puisse être tenue au printemps 2020 la première réunion plénière du groupe d'experts.

Cette présentation a suscité l'intérêt de la salle et plusieurs questions ont été posées. Interrogé sur l'articulation du G2IA avec les initiatives déjà existantes, l'Ambassadeur a indiqué que l'analyse de celles-ci révèle un espace pour un travail international sur la cartographie de la recherche et des évolutions technologiques en matière d'IA et l'identification de convergence d'intérêts, alliant de ce fait éthique et encouragement à de nouvelles pistes de recherche. Le G2IA, par un système d'endossement de niveau gouvernemental, permettra alors une coopération de long terme sur des projets d'intérêts mutuels, au service de la vision humaniste portée par la France (et l'union européenne) et le Canada. En termes de vision « politique » sur l'IA, le G2IA partage largement la vision portée par l'UE (et notamment du HLEG) et l'OCDE. Il constitue un moyen additionnel de renforcer l'implémentation et la consolidation de cette vision dans les prochaines années et décennies : il contribue notamment à l'objectif de l'UE de porter des instruments opérationnels au service de cette vision.

A également été soulevée la question de l'adhésion d'autres pays, au-delà du cercle des pays fondateurs membre du G7+4 et présents à Biarritz cet été. L'Ambassadeur a répondu qu'il serait bien entendu permis aux autres Etats de se joindre à l'initiative, soit au fil de l'eau, soit lors d'un autre événement de cristallisation des soutiens.

Une remarque a été faite indiquant qu'il serait indispensable que le G2IA travaille avec les « *scientific makers* », comme la Research Data Alliance.

Jordan Zed a précisé qu'il n'était pas prévu à ce stade de mettre en place un mécanisme de contrôle du respect des valeurs de la Déclaration du G2IA conditionnant l'adhésion des pays souhaitant rejoindre l'initiative.

Une représentante du gouvernement de Nouvelle-Zélande a demandé si le G2IA avait l'intention de travailler avec les grandes plateformes de réseaux sociaux en ligne. Jordan Zed a répondu qu'en effet

celles-ci seraient associées mais que les modalités de cette association n'étaient pas encore définies et qu'il convenait de trouver un bon équilibre entre les différents acteurs au sein du futur comité directeur.

Impact de l'IA

La journée s'est terminée sur un atelier contributif organisé par les équipes du Secrétariat du Conseil du Trésor canadien visant à présenter l'outil EIA et explorer des cas d'usage sur lesquels tester l'EIA.

3. Entretiens bilatéraux :

L'Ambassadeur chargé du numérique, et les équipes d'Etalab ont rencontré un certain nombre d'acteurs clés et de partenaires pour échanger sur la vision, les bonnes pratiques et des coopérations potentielles sur numérique et démocratie.

Entretien avec Tim Berners Lee

Le 29 mai 2019

Présents :

- Tim Bernes Lee, inventeur du Web et directeur du World Wide Web Consortium (W3C)
- John Bruce, cofondateur et PDG de la société Inrupt
- Juan Ortiz Freuler, W3C
- Henri Verdier, Ambassadeur chargé du Numérique
- Amélie Banzet, Etalab
- Mathilde Bras, Etalab

Henri Verdier a échangé avec Tim Berners Lee autour de la vision actuelle du numérique et a partagé les chantiers qu'il menait pour un numérique libre, sûr et ouvert.

Tim Berners Lee et John Bruce ont présenté leur vision des nouveaux enjeux de l'Internet : avoir des standards plus robustes et permettre aux utilisateurs de disposer d'une identité numérique qu'ils maîtrisent.

Le produit, Solid (<https://inrupt.com/solid>), open source, développé par l'entreprise Inrupt a été présenté : celui-ci permet à ses utilisateurs de mieux disposer des données qu'ils laissent sur diverses applications.

- L'un des bénéfices de ce produit est qu'il organise une infrastructure de données personnelles, maîtrisées par l'utilisateur et portable d'un usage à l'autre.
- Des collaborations ont déjà été réalisées avec quelques acteurs publics, notamment le *National Health Service* britannique.

Entretien avec l'organisation Open Data Charter

Le 29 mai 2019

Henri Verdier, Mathilde Bras et Amélie Banzet ont rencontré les équipes de l'Open Data Charter - Ania Calderon, Natalia Carfi, et Agustina De Luca. Les discussions ont principalement porté sur :

- les nouvelles frontières des stratégies open data : comment concilier exigences de transparence de la vie publique et respect de la vie privée
- les questions techniques sur l'anonymisation/la pseudonymisation des données, en particulier dans le domaine de la justice
- les nouveaux enjeux liés à la promotion d'un numérique ouvert, libre et sûr

Entretien avec Dorothee Bär, Secrétaire d'Etat auprès de la chancellerie fédérale, en charge de la transition numérique

Le 30 mai 2019

Henri Verdier a félicité Dorothee Bär pour l'élection de l'Allemagne au sein du Comité directeur du Partenariat pour un gouvernement ouvert. Mme. Bär a précisé que l'Allemagne ne se présenterait sans doute pas pour le rôle de co-président du Comité directeur cette année, elle souhaitait d'abord promouvoir le gouvernement ouvert au niveau national. La ministre allemande a en effet indiqué que la priorité était de conduire un travail de pédagogie au niveau national pour familiariser les acteurs institutionnels allemands aux problématiques du PGO. L'Ambassadeur a néanmoins souligné que l'expérience française avait montré que l'organisation d'un sommet du PGO pouvait avoir un fort effet de mobilisation sur le gouvernement.

Henri Verdier et Dorothee Bär ont ensuite échangé sur leur vision des grands enjeux du numériques pour l'action de l'Etat. La Secrétaire d'Etat était particulièrement curieuse du rôle et positionnement d'un Ambassadeur chargé des affaires numériques et a conclu qu'il n'y avait pas de fonction équivalente au sein de la diplomatie allemande.

Henri Verdier et Dorothee Bär se sont mis d'accord sur le fait que le PGO peut apporter une vision différents sur ces grands enjeux grâce à la diversité des pays et des organisations de la société civile qui y sont représentés, tout en soulignant qu'il faut éviter la duplication des instances dans lesquelles les grands sujets stratégiques du numérique sont discutés.

Dorothee Bär a félicité l'Ambassadeur pour l'appel de Christchurch, [un texte de trois pages](#) détaillant les engagements des gouvernements et des entreprises de l'Internet dans la lutte contre les contenus terroristes, qui a été présenté mercredi 15 mai à Paris au cours d'une cérémonie à laquelle la ministre allemande avait participé. L'Ambassadeur a rappelé l'importance de trouver le bon équilibre entre une lutte efficace contre l'extrémisme violent en ligne et la préservation de l'Etat de droit et des droits de la défense.

Entretien avec Eric Caire, Ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale du Québec

Le 30 mai 2019

Sur la demande de M. Eric Caire, une entrevue rapide a eu lieu avec Henri Verdier. M. Caire a souligné la volonté du Québec de travailler plus avec la France sur la transformation numérique des administrations publiques. M. Caire était particulièrement intéressé par la loi pour une République numérique. L'Ambassadeur pour les affaires numériques a rappelé les trois axes principaux de la loi : ouverture des données publiques par défaut, création du service public de la donnée et ouverture des algorithmes publics. Il a également présenté l'action de la DINSIC et son organisation ainsi que le programme Entrepreneurs d'intérêt général.

Entretien avec Andres Ibarra, Ministre de la modernisation, gouvernement d'Argentine

Le 30 mai 2019

Henri Verdier a félicité le ministre Argentin pour la prochaine co-présidence du PGO qui débutera en octobre 2019 et a assuré tout le soutien de la France dans ce rôle. Le Ministre argentin a insisté sur l'efficacité de l'apprentissage entre paires et s'est dit très preneur d'un partage d'expérience avec la France sur l'organisation du PGO. Il a précisé que l'Argentine n'organisera pas de Sommet mondial du PGO mais réfléchi à un sommet thématique éventuellement sur le numérique.

La transformation numérique de l'action publique est une priorité pour le gouvernement Macri, et notamment l'accompagnement des territoires. Le Ministre Ibarra a rappelé l'importance du fossé numérique en Argentine (10 M d'Argentins ne bénéficiant pas d'un accès au réseau internet) et l'intérêt de l'Argentine pour une coopération bilatérale avec la France sur l'intelligence artificielle, l'ouverture des données publiques, les services numériques en ligne, et l'utilisation des technologies civiques par l'administration publique.

Entretien avec Open Contracting Partnership

Le 30 mai 2019

Présents :

- Henri Verdier, Ambassadeur chargé du Numérique
- Amélie Banzet, Etalab
- Mathilde Bras, Etalab
- Equipe de l'[Open Contracting Partnership](#) : Georg Neumann, Carey Kluttz
- Colin Maudry, consultant indépendant en open data, conseil d'Etalab sur l'ouverture des données de la commande publique

L'équipe de l'Open Contracting Partnership a salué les avancées de la France dans le domaine de l'ouverture des données essentielles de la commande publique et l'intégration partielle du standard de l'OCP (open contracting data standard) dans les formats des données.

L'équipe de l'Open Contracting Partnership a également présenté Henri Verdier les enjeux liés à l'ouverture des données des marchés dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques à Paris en 2024.

Entretien avec le Secrétariat permanent du PGO

Le 30 mai

Présents :

- Henri Verdier, Ambassadeur chargé du Numérique
- Amélie Banzet, Etalab
- Mathilde Bras, Etalab
- Joe Powell, Directeur exécutif adjoint du PGO
- Paul Maassen, Directeur pour le soutien aux pays, PGO
- Tonu Basu, responsable des engagements thématiques, PGO
- Helen Turek, responsable Europe pour le PGO

Le Secrétariat permanent du PGO avait sollicité l'Ambassadeur chargé du numérique et l'équipe Etalab pour un entretien spécifique sur les prochaines étapes de l'investissement de la France au sein du Partenariat pour un gouvernement ouvert et de façon plus globale sur le gouvernement ouvert en France.

Le Secrétariat permanent a exprimé ces remerciements pour l'engagement de la France au sein du Comité directeur du Partenariat ainsi qu'en tant que co-président du sous-comité « Thematic leadership ». L'équipe du PGO a insisté sur le fait que la France était très attendue notamment sur le volet numérique au service des démocraties.

Henri Verdier a renouvelé l'engagement de la France pour le gouvernement ouvert et a annoncé que la responsabilité du dossier gouvernement ouvert et du PGO allait sans doute évoluer du fait des transformations organisationnelles en cours au sein de la DINSIC.

Megan Smith

Le 31 mai

L'équipe d'Etalab s'est entretenue avec Megan Smith, ancienne Chief Technology Officer à la Maison Blanche sous la présidence de Barack Obama (2014-2017), et fondatrice de [shift7](#), une entreprise visant à catalyser des projets d'innovation sociale en lien avec la technologie. Megan Smith a été très impliquée dans la création et le développement du Partenariat pour un gouvernement ouvert.

Megan Smith a partagé la volonté de la France de davantage inclure les sujets numériques dans les discussions internationales, et notamment au sein du PGO, et d'accéder aux discussions plus sur les solutions numériques, sur les « makers » pour ne pas rester qu'au niveau des enjeux stratégiques et politiques. Elle propose par exemple :

- L'organisation par le PGO de « Solutions Summits » où des équipes techniques viennent aider des gouvernements ou organisations de la société civile à résoudre des problèmes ;
- Le renforcement des capacités du Secrétariat permanent du PGO : selon elle, une équipe plus technique doit être intégrée.

Open data et IA avec l'Allemagne

Les 28 et 30 mai

L'équipe d'Etalab s'est entretenue avec :

- Anna Ludin, en charge de l'IA et de l'économie de la donnée au Ministère des affaires économiques et de l'énergie en Allemagne
- Christian Horn, membre de l'équipe de [govdata.de](#), le portail d'open data allemand

Sur l'open data :

- Etalab a présenté sa stratégie open data : une plateforme interministérielle et des plateformes thématiques pour organiser des points d'accès sectoriels (transports, entreprises, géographie) ;
- Le service public de la donnée a été plébiscité par nos interlocuteurs allemands : tant dans la démarche d'identification des données (consultation, puis décrets) que dans les critères de qualité de mise à disposition. L'équipe allemande a fait savoir son implication dans les discussions autour des « high value data » dans le cadre de la révision de la directive PSI (Public Sector Information) au niveau européen ;
- Une discussion a été engagée autour des frontières entre open data et protection de la vie privée.

Sur l'Intelligence Artificielle :

- Etalab a présenté la feuille de route IA pour la France, et en particulier la stratégie autour du Lab IA ;

- L'Allemagne a été très intéressée par la démarche « pratique » adoptée dans le cadre du Lab IA (accompagnement de petits projets pour acculturer les administrations, immersion d'entrepreneurs d'intérêt général, développement en propre d'outils mutualisés) ;

4. Le comité directeur du Partenariat pour un gouvernement ouvert

Le comité directeur du Partenariat pour un gouvernement ouvert s'est réuni au niveau opérationnel le matin, et au niveau ministre l'après-midi.

Le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) représente le principal forum mondial pour faire avancer le gouvernement ouvert. Il comprend un réseau dynamique de réformateurs ayant un objectif commun : rendre les gouvernements plus transparents, responsables et participatifs. Le Comité directeur du gouvernement ouvert est l'organe principal de gouvernance. Il comprend 11 représentants de la société civile et 11 représentants de gouvernement, élus par leur pair (*voir en annexe la liste des participants*). Le comité directeur se prononce sur les grandes lignes stratégiques du Partenariat. IL est conseillé par trois sous-comités : le sous-comité gouvernance et leadership composé des co-présidents et vice co-présidents ; le sous-comité critères et standards qui se prononce sur le respect des critères par les membres du PGO ; et le sous-comité « leadership des thématiques » qui fait avancer les grandes coopérations et qui est co-présidé par la France.

Sanjay Pradhan, Directeur général exécutif du Partenariat a commencé par présenter les avancées de 2019 du partenariat et la feuille de route pour l'année à venir. Deux grandes évolutions sont à noter :

- Le mécanisme d'évolution indépendant (ou IRM - *independant reporting mecanisme*), qui est chargé de suivre et évaluer l'élaboration des plans d'action nationaux de chaque pays et leur mise en œuvre, va être réformé afin de pouvoir produire les rapports d'évaluation de façon plus efficace, moins bureaucratique et plus proche des besoins des pays membres.
- Le PGO a lancé un nouveau site internet avec pour objectif de faciliter la mise en valeur des connaissances rassemblées par le PGO sur les projets et politiques de gouvernement ouvert dans tout leur pays membres.
- Le PGO lance son rapport « [flagship report](#) », qui compare les données et les avancées de chaque pays membres par thème : santé, genre, accès à l'information, ouverture de la commande publique, transparence fiscale et budgétaire, justice, éducation, eau, gestion des ressources naturelles et bénéficiaires effectifs
- Le programme « [subnational](#) » qui rassemble aujourd'hui 20 collectivités territoriales au sein du PGO, dont la Ville de Paris, et bientôt 30 en 2019, va être réformé afin de pouvoir accueillir plus de collectivités territoriales et de favoriser les échanges de ressource et de bonnes pratiques entre les collectivités territoriales ainsi qu'avec les échelons nationaux.

Les co-présidents, le gouvernement du Canada, représenté par Madame Joyce Murray, Présidente du Conseil du Trésor canadien et Ministre du gouvernement numérique, ainsi que Nathaniel Heller, Directeur de l'ONG *Results for Development*, ont présenté leur trois priorités pour le Sommet :

(i.) Inclusion : donner l'occasion aux citoyens, à la société civile et aux entreprises de participer au processus décisionnel du gouvernement pour rehausser la confiance à l'égard du gouvernement et permettre de meilleurs résultats ;

(ii.) Participation : donner aux citoyens sous-représentés, peu importe leur sexe, leur race ou leur orientation sexuelle, les moyens de s'engager activement auprès des gouvernements, afin de les rendre plus équitables ;

(iii.) Impact : aider les citoyens à comprendre l'impact du gouvernement ouvert sur leur quotidien afin d'engager le gouvernement à rendre compte des résultats qui font une différence.

Les principales réalisations concrètes menées par le Canada en matière de gouvernement ouvert sont notamment :

- La diffusion de données ouvertes au moyen du portail du gouvernement ouvert du Canada canada.ca pour plus de 60 ministères et organismes fédéraux ;
- La développement d'un Centre d'apprentissage sur le gouvernement ouvert, y compris d'une « Trousse à outils maison » de données ouvertes qui réunit des documents de formation, des pratiques exemplaires, des outils et des ressources afin de fournir aux gouvernements un guide étape par étape sur la façon de concevoir et d'amorcer une initiative de données ouvertes ;
- L'organisation de plus de 440 consultations publiques, ouvertes et terminées depuis 2015 sur un large éventail de questions, y compris la réduction de la pauvreté, le changement climatique et la défense nationale.

Une discussion s'est engagée entre les membres sur leurs actions et engagements sur ces trois priorités. **La France a pu saisir l'occasion pour rappeler ses actions en terme d'ouverture des algorithmes publics et de participation citoyenne ainsi que de promouvoir sa vision internationale d'un numérique ouvert, libre et sûr**, deux semaines après la ministérielle informelle numérique du G7, le lancement de l'Appel de Christchurch et VivaTech.

Les futurs co-présidents, l'Argentine, ainsi que Robin Hoddes, Directrice de la gouvernance et de la transparence à *The B-Team*, ont ensuite pris la parole pour présenter leur priorité pour 2019-2020 : renforcer le gouvernement ouvert dans les territoires et par là améliorer le service public, encourager la participation citoyenne et accélérer la transformation numérique de l'action publique. L'Argentine ne s'est pas engagée à organiser un Sommet mondial du PGO. Cependant, l'opportunité d'organiser des événements thématiques, notamment sur les grands enjeux du numérique pour les démocratiques et la transformation publique a été mentionnée.

Evènements parallèles et journée des points de contact du PGO

De nombreux autres événements étaient organisés en parallèle la veille du Sommet : un événement qui rassemblait tous les représentants des collectivités locales participants au PGO, dont notamment la mairie de Paris, représentée par Sabine Romon, Responsable du Pôle l'innovation à la ville de Paris et Pauline Veron, adjointe à la Mairie du Paris pour la Démocratie locale, la participation citoyenne, la vie associative et la jeunesse. Une journée pour la société civile, sur le parlement ouvert, la journée du gouvernement ouvert féministe, et une journée sur l'ouverture de la justice.

La journée du point de contact du PGO avait pour objectif de rassembler tous les points de contact des pays membres afin d'échanger sur les bonnes pratiques, les outils utilisés, et leur vision et engagement pour le Partenariat pour un gouvernement ouvert. Etalab y représentait la France et a co-animé un atelier sur « comment construire une équipe numérique pluridisciplinaire au sein de l'administration publique ».

5. Le Sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert

Cérémonie d'ouverture :

Le Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert a été ouvert par le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, qui a rappelé l'engagement du Canada pour améliorer la participation citoyenne mais aussi la transparence de son action afin de renouveler la confiance du citoyen. « le citoyen ne pourra pas faire confiance à son gouvernement tant que celui-ci ne lui montre pas qu'il a

confiance dans ses citoyens, en partageant un maximum d'information, de données et en lui donnant les moyens de comprendre et d'intervenir dans le processus de décision publique ».

Cette introduction a ensuite été suivie par plusieurs interventions : Madame Joyce Murray, Présidente du Conseil du Trésor canadien et Ministre du gouvernement numérique ; Nathaniel Heller, Directeur de l'ONG Results for Development ; Rob Davidson, représentant du forum multi-acteur du PGO au Canada ; Claudette Comanda, leader indigène de la communauté des Algonquins ; Tim Berners Lee, Inventeur du World Wide Web et fondateur du W3C.

Plénière sur la participation

Intervenants :

- Christophe Deloire, Secrétaire général, Reporters Sans Frontière, France
- Karina Gould, Ministre des institutions démocratiques, Gouvernement du Canada
- Ben Scott, Directeur de la stratégie et du plaidoyer, Luminare ;
- Halla Tómasdóttir, PDG, The B Team.

Cette plénière a mis en avant le caractère indispensable de la participation des citoyens pour protéger nos démocraties et créer des espaces de sécurité et de confiance, alors que les outils en ligne étaient désormais manipulés par des acteurs venant questionner nos valeurs (Karina Gould).

L'enjeu était de redonner des garanties au moment même où en tant que citoyen nous avons abandonné l'espace numérique aux plateformes, ce qui était l'objectif de l'initiative RSF pour l'information et la démocratie soutenue par 12 pays en novembre 2018 et à l'agenda du Sommet G7 de Biarritz (Christophe Deloire).

Il convenait de construire une pensée de long terme (Ben Scott) et d'élaborer des politiques publiques adaptées, car les gouvernements ne pouvaient pas laisser le secteur privé « gérer seul » pour répondre aux défis majeurs de notre temps (Halla Tómasdóttir).

Panel Un gouvernement ouvert à l'ère du numérique : Rétablir la force des États démocratiques en cette nouvelle ère

Le panel rassemblait les intervenants suivants

- Dorothee Bär, Ministre d'Etat pour la numérisation, Allemagne,
- Francis Bilodeau, sous-ministre adjoint, Politiques et services, Secrétariat du Conseil du Trésor, Canada,
- Navdeep Bains, Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, Canada, Henri Verdier, Ambassadeur numérique, France,
- Ben Scott, directeur des politiques et de la représentation, Luminare, États-Unis
- Dorothy Gordon, Présidente du Programme Information pour tous, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, France

Les participants ont échangé sur comment l'ouverture de l'action publique renforce la démocratie et les gouvernements en termes de résultats et d'efficacité, en termes d'équité et d'inclusion, mais aussi en termes de réussite économique à l'ère numérique. La transformation numérique n'est pas seulement l'un des principaux défis, mais aussi l'une des principales opportunités pour des gouvernements démocratiques ouverts.

Panel « Appel de Christchurch » : Actions collectives pour éradiquer les contenus terroristes et extrémistes violents sur l'internet

L'Ambassadeur pour les affaires numériques a participé à un panel consacré à « l'action collective pour éradiquer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne ». Le panel était modéré par Dr. Kara-Brisson-Boivin, directrice de recherche à MediaSmarts et a réuni les participants suivants :

- Le Haut-Commissaire de Nouvelle Zélande au Canada, l'Ambassadeur Daniel Mellsoy ;
- Brett Kubicek, directeur de recherche au Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (Sécurité publique du Canada) ;
- Micah Clark, directeur de programme au sein de l'entreprise sociale Moonshot CVE
- Merlyna Lim, directrice de la chaire « Digital Media et Global Network Society » et professeurs à l'Université de Carleton

Le panel avait pour objectif de présenter les engagements collectifs et volontaires pris dans le cadre de l'appel de Christchurch par les gouvernements et les fournisseurs de services en ligne pour faire face au problème des contenus terroristes et extrémistes violents en ligne et prévenir les utilisations abusives de l'Internet telles que celles commises durant et après les attentats de Christchurch. Le panel avait également pour but d'identifier des solutions et actions concrètes afin de parvenir à mettre en œuvre ces engagements.

L'Ambassadeur a rappelé que l'idée principale de l'appel de Christchurch était d'élaborer des mesures et des procédures permettant aux gouvernements et fournisseurs de services en ligne de réagir rapidement, efficacement et de manière coordonnées à la diffusion de contenus terroristes et extrémistes violents dans le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression, et restant conformes aux principes d'un Internet libre, ouvert et sûr.

Panel “walking the extra miles”

Ce panel organisé par l'OCDE, modéré par M. Marcos Bonturi, Directeur des affaires publiques de l'OCDE, a rassemblé :

- Henri Verdier, Ambassadeur de France chargé du numérique
- Andrés Ibarra, Chef de cabinet adjoint du Président et Ministre de la modernisation de l'Argentine
- Francis Bilodeau, Secrétaire général du Ministre adjoint, au sein de l'équipe du Chief Information Officer pour le Conseil du Trésor du Canada.
- Zuzana Wienk, Directrice de l'ONG Fair play Alliance

L'objectif du panel était d'identifier et discuter des pratiques innovantes qui vont au-delà des initiatives traditionnelles de gouvernement ouvert et qui permettent d'inclure toutes les institutions dans le gouvernement ouvert. Henri Verdier a rappelé les expériences de la France à travers les grandes consultations telles que sur le projet de loi pour une République numérique et rappeler l'importance d'inclure la société civile dans le dialogue sur la transformation numérique de nos sociétés.

Panel « Favoriser l'engagement civique par l'entremise de la technologie civique et de TechGov : exemples du terrain »

Intervenants :

- Adriana Groh, Directrice du Prototype Fund (Allemagne)
- Patrick Connolly, animateur de Tech For Canada

- Juan Ignacio Belbis, membre de l'Initiative pour l'ouverture des données en Amérique Latine (ILDA)
- Wu Min Hsuan, membre de l'association g0v.tw (Taïwan)
- Cécile Le Guen, Dataactivist
- Mathilde Bras, Etalab

Ce panel a réuni plusieurs responsables de programmes d'innovation ouverte et d'engagement citoyenne, soit initiés par le gouvernement (EIG en France), soit par des organisations privées ou de la société civile. Les intervenants ont pu échanger sur :

- les différentes approches de ces programmes
- leur impact sur l'amélioration du service public, l'engagement de compétences numériques, l'open source
- la soutenabilité de tels programmes, tant sur le plan financier que sur le plan des livrables produits

L'une des conclusions de ce panel : il émerge aujourd'hui un nouvel écosystème de la "tech d'intérêt général" (public interest tech), réunissant des initiatives très diverses, mais qui partagent des valeurs communes :

- la recherche de sens
- l'open source
- l'esprit de communauté de pratiques et de transmission de la connaissance

Un billet de blog va être publié en anglais par la modératrice Cécile Le Guen.

Panel « Combattre les fausses nouvelles avec de nouvelles approches »:

Intervenants (par ordre alphabétique) :

- Lee Billion, Fondatrice de Co-Facts
- Anne Brouard, Rédactrice au sein de la Task force G7 du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), s'exprimant au nom de l'Ambassadeur numérique Henri Verdier
- Christophe Deloire, Secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF)
- Mauricio Mejia, Collaborateur parlementaire de Paula Forteza, députée des français de l'étranger (Amérique latine & Caraïbes).

Ce panel de discussion a permis de mettre en avant trois projets de la présidence française du G7 visant à lutter contre les manipulations de l'information :

- (I) [l'Initiative pour l'information et la démocratie](#), portée avec RSF, qui réaffirme les grands principes d'ouverture, de promotion du droit à la liberté d'expression et d'opinion, d'échanges avec la société civile et le secteur privé tout en luttant contre les ingérences étrangères néfastes, notamment les manipulations de l'information ;
- (II) la Charte pour un Internet ouvert, libre et de confiance (en anglais [Charter for an open, free and safe Internet](#)) qui entend accroître la transparence et la responsabilisation des plateformes et construire une réponse collective efficace, incluant les entreprises de l'Internet, conforme aux normes internationales en matière de liberté d'expression;
- (III) [le Mécanisme de réaction rapide](#) (en anglais Rapid Response Mechanism) créé sous présidence canadienne du G7 dans le cadre de la « Déclaration d'engagement de Charlevoix pour la défense de la démocratie contre les menaces étrangères » adoptée par les dirigeants du

G7 en juin 2018, qui permet la mise en réseau de points de contact au sein du G7 afin d'échanger informations et bonnes pratiques visant à détecter et lutter contre les manipulations de l'information.

Il aura également permis de promouvoir l'action interministérielle menée par l'Ambassadeur pour le numérique Henri Verdier, avec la mise en place de plusieurs dispositifs humains, logiciels et diplomatiques visant à détecter les ingérences par manipulation de l'information et à évaluer les modalités de protection de la population (consultables sur le site <https://disinfo.quaidorsay.fr>).

Christophe Deloire a présenté plus en détail l'action de RSF à travers l'Initiative pour l'information et la démocratie mais aussi le dispositif d'autorégulation des médias visant à lutter contre la désinformation en ligne, Journalism Trust Initiative (JTI), qui consiste à créer un référentiel pour le journalisme sous la forme d'indicateurs sur la transparence des médias, l'indépendance éditoriale, la mise en oeuvre de méthodes journalistiques et le respect des règles déontologiques.

Lee Billion a présenté [Cofacts](#), un système collaboratif reliant des messages instantanés et des rapports de vérification des faits défini comme « un effort de base visant à lutter contre la désinformation à Taïwan ».

De l'avis général, un lien fort des gouvernements avec les acteurs privés (notamment les réseaux sociaux), de presse et de la société civile était aujourd'hui indispensable pour faire face de manière fiable aux menaces informationnelles.

Panel Le présent et l'avenir des algorithmes publics

Participants :

- Amélie Banzet, responsable gouvernement ouvert, Etalab, France
- Fanny Hidvegi, responsable politique publique Europe, AccessNow
- Juan Ortiz Freuler, Policy Fellow at the Web Foundation, Affiliate at Berkman Klein Center for Internet & Society
- Philip Dawson, responsable politique publique, Element AI

Moderateur : Ashley Casovan, directeur de la donnée et de l'innovation, Conseil du Trésor, gouvernement du Canada

- Ce panel a été l'occasion pour Amélie Banzet de présenter les travaux réalisés par Etalab sur la transparence et la redevabilité des algorithmes : <https://etalab.github.io/algorithmes-publics/guide.html>
- Philip Dawson a présenté les travaux d'*Element AI* dans le développement d'algorithmes privés utilisés par les administrations publiques et le lien avec les données utilisées, notamment avec les données collectées ou produites par le secteur privé. C'est la raison pour laquelle *Element AI* travaille aussi à créer des data trust.
- Juan Ortiz Freuler a souligné les études du Berkman Klein Center sur l'utilisation des algorithmes de ciblage dans certains pays et leur conséquence : en Uruguay le gouvernement a mis en place des algorithmes pour identifier les adolescentes qui seraient plus à risque de tomber enceinte très jeune, ces algorithmes contiendraient un biais ethnique très questionnable. A Montévidéo, la police utilise des algorithmes pour identifier les potentiels lieux de crimes afin d'envoyer des brigades de sécurité en prévention. Cependant, l'expérience montre que lorsque ces brigades de sécurité arrivent sur un lieu où il ne se passe rien de particulier à un moment t, avec toute la suspicion qu'il pourrait y avoir un incident, les brigades sont très armées, sous tension, et les résidents ne voient pas ces débarquements d'un bon œil. Le risque d'escalade des violences est très présent.

- Enfin Fanny Hidvégi a souligné tous les travaux effectués par les différentes organisations internationales, multilatérales, et l’ambiguïté parfois du vocabulaire utilisé dans la description des principes éthiques de l’utilisation des algorithmes et de l’intelligence artificielle.
- Ashley Casovan a rappelé l’annonce de la création du Panel international d’experts sur l’intelligence artificielle qui a pour objectif de rassembler chercheurs et décideurs publics.

Réunion stratégique sur le numérique – PGO

Participants de la société civile : Luminare, Francis Maud, Access Now, Open data charter, The B Team, Secrétariat permanent du PGO

Participants représentant de pays : Afrique du Sud, Allemagne, Canada, Estonie, France, Italie, Suède, Norvège, Nouvelle Zélande

Cette réunion organisée par le Secrétariat permanent du PGO, et co-présidée par Dorothée Bär, Secrétaire d’Etat allemande chargée du numérique et Henri Verdier, Ambassadeur de France chargé du numérique, avait pour objectif de rassembler les acteurs intéressés et prêts à s’investir pour renforcer le volet stratégie numérique au sein du Partenariat pour un gouvernement ouvert.

Les questions d’ouverture de données et de civic tech sont abordées depuis longtemps au sein du PGO. Cependant, les participants à cette réunion se sont accordés sur le fait que les questions stratégiques sur l’impact du numérique sur les démocraties, le partage d’expérience sur les réponses qui peuvent être apportées est une discussion essentielle qui doit être menée au sein du PGO.

Les différents thèmes soulignés par les participants sont : l’utilisation de l’intelligence artificielle et des algorithmes par les Etats et les administrations, la régulation des contenu en ligne, la régulation des plateformes, la protection de la vie privée, la souveraineté des Etats, l’échange des données entre le secteur public et privé, le développement de service public en ligne, l’inclusion numérique.

Toutes ces questions peuvent être discutées avec le « filtre open gov ». Les participants se sont accordés sur l’importance de créer un réseau au sein du PGO qui pourrait échanger sur ses questions et interagir facilement. Ces questions sont aujourd’hui discutées dans des instances assez fermées telles que le G7, le G20 etc. Le PGO permet d’élargir le cercle de ces discussions à plus de pays, et surtout à de nombreuses organisations de la société civile. Il a aussi été souligné qu’il faut inviter le secteur privé à participer à ces discussions.

Cependant, certains pays du PGO, surtout les pays en développement, sont encore assez éloignés de ces questions, et se concentrent surtout sur les services publics en ligne et le développement des infrastructures numériques. Ce à quoi des participants ont répondu que c’était d’autant plus important de penser ces services numériques « ethical by design ».

Les futurs co-présidents, l’Argentine et Robin Hoddes, ont affirmé réfléchir sérieusement à l’organisation d’un évènement PGO sur le numérique en Argentine l’année prochaine, évènement dans lequel les questions abordées dans cette réunion pourraient être approfondies.

6. Conclusion

Ce Sommet, très riche en rencontres et évènements, couvrait un spectre très large de sujet : depuis la lutte anticorruption, la transparence de la commande publique, les registres des bénéficiaires effectifs,

la transparence des budgets, l'utilisation de civic tech, l'inclusion des populations isolées dans les décisions publiques, l'impact du numérique sur les sociétés et les démocraties etc.

Il a permis à la France de présenter ses travaux et positions, notamment sur l'intelligence artificielle, les algorithmes publics, la gouvernance d'internet, la régulation des contenus en ligne, les civic techs, mais aussi tout le lien avec les pays francophones en développement investis dans le gouvernement ouvert. La France a pu faire le relais des discussions qui ont lieu en préparation du G7, en particulier sur l'appel de Christchurch, la déclaration information et démocratie et le panel international d'expert sur l'IA

Il en est ressorti que le Partenariat pour un gouvernement ouvert est une plateforme importante pour élargir à de nombreux pays et à la société civile, les discussions stratégiques sur les grands enjeux du numérique. Un canal de discussion spécifique sur ces sujets est en cours d'organisation au sein du Partenariat, sur lequel la France est très attendue pour jouer un rôle clé tant en terme de positionnement stratégique que de coopérations concrètes.

Annexe :

Participants au Comité directeur du Partenariat pour un gouvernement ouvert :

Représentants des gouvernements :

Argentine (prochain co-président):

- Andrés Horacio Ibarra Deputy Chief of Cabinet and Secretary of Modernization
- Rudi Borrmann Undersecretary of Public Innovation and Open Government
- Carolina Cornejo Director of Open Government

Canada (actuel co-président) :

- Joyce Murray President of the Treasury Board and Minister of Digital Government
- Francis Bilodeau Assistant Deputy Minister, Digital Policy and Service
- Mélanie Robert Executive Director, Open Government and Service
- Jaimie Boyd Director, Open Government

Croatie:

- Helena Beus Head of Office for Cooperation with NGOs
- Darija Marić Government Advisor, Government Point of Contact

France:

- Henri Verdier Ambassador for Digital Affairs
- Amelie Banzet Open Government Office, Etalab, Prime Minister Office
-

Georgie:

- Nino Sarishvili, Head of Policy Analysis, Strategic Planning and Coordination Department
- Elena Beradze Deputy Head of Administration
- Ketevan Tsanova Senior Policy Adviser, Policy Planning Unit

Allemagne (Incoming Steering Committee Member - Observer)

- Dorothee Bär, State Minister at the Federal Chancellery and Federal Government Commissioner for Digitalization
- Sebastian Haselbeck Policy Advisor, Division for Digital State, Federal Chancellery

Indonésie (Incoming Steering Committee Member - Observer)

- Bambang Brodjonegoro Minister of National Development Planning
- Slamet Soedarsono Deputy Minister of National Development and Planning
- Yanuar Nugroho Deputy Chief of Staff, The Executive Office of the President

Italie

- Marco de Giorgi Director General, Department for Public Administration
- Ernesto Belisario Italy OGP Team

Mexique:

- Tania de la Paz Pérez Farca, Undersecretary of Administrative Responsibilities and Public Procurement
- Gregorio Gonzalez General Director Transparency, Ministry of Public Administration

Nigeria:

- Adio Waziri Onibiyo, Executive Secretary of Nigeria Extractives Industries Transparency Initiative
- Okolo Benjamin OGP National Coordinator
- Chidinma Ilechukwu Team Lead, Program and Admin

Roumanie :

- Ana Birchall, Vice Prime Minister for Romania's Strategic Partnerships' Implementation
- Mădălina Mitroi Director, Secretariat General of the Government
- Larisa Panait, Advisor and OGP Point of Contact, Secretariat-General of the Government

Afrique du Sud:

- Qinisile Delwa Executive Director for the Centre for Public Service Innovation
- Kgothatso Semela Chief Director Public Participation and Social Dialogue, Department of Public Service and Administration
- Mesuli Macozoma Assistant Director, Department of Public Service and Administration

Corée du Sud:

- Jong-in Yoon Vice Minister of the Interior and Safety
- Jaeyoung Lee Deputy Minister of the Interior and Safety
- Yujin Lee Deputy Director, Ministry of the Interior and Safety

Civil Society Steering Committee Members

- María Baron Directorio Legislativo
- Helen Darbishire Access Info Europe
- Aidan Eyakuze (remote) Twaweza
- Delia Ferreira Rubio Transparency International
- Nathaniel Heller (Lead Co-Chair) Results for Development
- Robin Hodess (Incoming Co-Chair) The B Team
- Suneeta Kaimal Natural Resource Governance Institute
- Giorgi Kldiashvili Institute for Development of Freedom of Information
- Tur-Od Lkhagvajav Asia Democracy Network
- Lucy McTernan University of York
- Zuzana Wienk Fair Play Alliance
- Elisa Peter (Incoming Steering Committee member - Observer) Publish What You Pay
- Asma Cherifi (Additional Steering Committee member - Observer) Coordination of Francophone African Open Data Community
- Glynnis Cummings-John (Additional Steering Committee member - Observer) Restless Development